

Mieux que quiconque, selon moi, M. Pearson comprenait les accidents de la géographie et de l'histoire. Le Canada était coincé entre les superpuissances au nord de la planète. Il en a tiré une leçon importante, une leçon commune à tous les États tampons, à savoir que la sécurité avait une signification très large et à multiples facettes. Cela signifiait que le Canada était, comme John Holmes l'a déjà dit, un pays sans aucune région. En fait, notre région, c'était le monde. En tant que puissance moyenne, nous devons concentrer nos efforts sur les marges, comme M. Pearson aimait bien à le dire, car c'était là qu'on pourrait établir la paix.

S'il existe de nombreuses routes menant à la paix, notre situation géographique fait en sorte que nous explorions le plus de voies possibles. Elle a fait de nous, en fait, des pionniers dans ce domaine.

De nombreux Canadiens remarquables, soldats et diplomates, ont exploré ces voies. Le major-général Lewis Mackenzie est revenu récemment d'une des missions en question qui l'avaient conduit dans une place terrible appelée Sarajevo; beaucoup de parlementaires que j'ai rencontrés la semaine dernière, en Allemagne, étaient passés par là.

Lewis Mackenzie est né en Nouvelle-Écosse.

Je me plaîs à signaler que ces études, il les a faites en partie chez moi, au Collège Xavier, aujourd'hui Collège universitaire du Cap-Breton.

Lors d'une rencontre que j'ai eue avec le général Mackenzie peu après son retour, celui-ci, sans doute le plus célèbre gardien de la paix au monde, m'a raconté que tous les pays où ça ne va pas avaient pris bonne note du numéro de téléphone permettant d'appeler le Canada à l'aider et qu'ils ont bien l'intention d'avoir recours à nos services.

Je me suis alors dit qu'en décrochant le téléphone on avait intérêt à bien peser les conséquences.

Je ne crois pas avoir à expliquer aux honorables sénateurs l'énorme portée et la nature des menaces qui pèsent aujourd'hui sur notre sécurité. La pauvreté qui règne dans le tiers monde représente une menace pour la sécurité. Nous ne pouvons pas, en tant que citoyens de la planète, ne pas voir la maladie, la misère et les problèmes environnementaux qui sont le lot de l'autre partie du monde.

Nos notions traditionnelles de menace militaire sont maintenant bousculées par les nouvelles forces maraudeuses de notre époque—les forces de l'hypernationalisme, de la haine, de la prolifération des armes. Elles sont les destructrices apocalyptiques de sociétés entières. Elles se nourrissent l'une de l'autre avec d'effroyables affinités.

Nous assistons présentement à la destruction de la Somalie. Nous voyons l'ancienne Yougoslavie s'effondrer avec une terrible férocité. Nous voulons prétendre que ce n'est pas notre problème. Mais le téléphone sonne. Le Canada a été appelé à jouer un rôle de maintien de la paix à de nombreuses reprises déjà. Notre réputation est bien établie. Beaucoup nous diront, comme le rapportait le général Mackenzie, «Nous aimerions que vous veniez nous aider.» Et cet appel nous sera lancé d'une voix désespérée.

Quand nous répondons à l'appel, nous ferions mieux d'en comprendre toutes les implications. La communauté internationale est maintenant hésitante, car elle se rend compte que

les circonstances pourraient exiger l'usage de la force pour sauver des vies. Les Canadiens pourraient être appelés à contribuer à la reconstruction de sociétés entières où même les infrastructures civiles essentielles ont cessé d'exister.

Durant mon séjour en Allemagne, j'ai eu une bonne idée de ce que ce genre de construction pouvait entraîner. Peut-être le fait que le congrès se tenait à Mayence—ville presque entièrement reconstruite après les bombardements des Alliés durant la Seconde Guerre mondiale—m'a-t-il aidé à comprendre l'énormité de la tâche.

Je n'ai pas la prétension d'apprendre aux honorables sénateurs ce qu'ils savent déjà: que la dévastation qui afflige cette partie du monde pourrait inciter bien d'autres peuples à nous demander d'imposer la paix chez eux.

Aussi, lorsque nous, Canadiens, répondons à un appel à l'aide, nous devons prévoir tout ce que cela implique, parce que l'établissement de la paix pourrait devenir une tâche encore plus redoutable dans l'avenir. Celle-ci pourrait englober la reconstruction des collectivités stables, la négociation d'assurances que les groupes minoritaires ne seront pas persécutés, l'aide à la protection des réfugiés, les secours alimentaires et bien d'autres choses.

Évidemment, nous devons réfléchir aux conséquences avant de répondre à l'appel. Nous devons, en tant que Canadiens, nous poser un tas de questions importantes.

Nous savons que la responsabilité de nos soldats-diplomates sera encore plus grande dans l'avenir. Sommes-nous prêts à engager les ressources nécessaires pour assumer les nouvelles responsabilités du maintien de la paix? Sommes-nous prêts à leur donner la formation nécessaire pour satisfaire aux exigences d'une définition plus vaste de la sécurité? À titre de Canadiens, comprenons-nous suffisamment la relation entre la sécurité et la capacité militaire? Croyons-nous, honorables sénateurs, que le Canada pourrait jouer un rôle important, un rôle de premier plan, en servant de modèle et en éduquant les autres forces nationales? Voulons-nous, en tant que nation, assurer le maintien de la paix pour notre frère? Celui-ci veut que nous l'aidions à mettre en place une infrastructure durable pour la paix. Qu'allons-nous lui répondre?

Je crois que les Canadiens diront «oui». Notre histoire nous dicte cette réponse.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le monde était en très piètre état et nous nous sommes employés à le reconstruire. On nous a demandé de mettre en place une infrastructure pour la paix. Nous l'avons fait alors, et il est à espérer que le même esprit nous animera et que nous le ferons à nouveau.

Le Canada est le résultat de compromis ethniques et culturels. C'est un microcosme de la communauté internationale.

Nous savons qu'il faudra travailler très fort pour maintenir l'unité mondiale. Les Canadiens devront faire de même pour assurer le maintien de la paix. Par conséquent, honorables sénateurs, lorsque notre frère appellera à nouveau pour demander de l'aide, je pense que, du fond du cœur, nous accepterons de l'aider, car c'est notre façon de faire à nous, les Canadiens.

(Sur la motion du sénateur Molgat, le débat est ajourné.)